



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

**Unité Départementale Aube - Haute-Marne**

Chaumont, le 14 septembre 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28 juillet 2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SULO FRANCE SAS**

Z.I. Les Franchises  
52200 Langres

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28 juillet 2023 dans l'établissement SULO FRANCE SAS implanté Z.I. Les Franchises 52200 Langres. L'inspection a été annoncée le 26 juillet 2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Au regard des conditions climatiques, Madame la Préfète de la Haute-Marne a pris un arrêté préfectoral portant adoption des mesures de limitation de certains usages de l'eau sur la zone d'alerte « Marne amont » le 19/07/2023. Le seuil d'alerte est franchi pour cette zone. L'inspection des installations classées a, par conséquent, déclenché une visite réactive en date du 28 juillet 2023.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SULO FRANCE SAS
- Z.I. Les Franchises 52200 Langres
- Code AIOT : 0005701331
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SULO est spécialisée dans la production de contenants en plastique pour un usage de pré-collecte des déchets (ménagers ou autres).

Le site est localisé en bordure de la Zone Industrielle "Les Franchises" (territoire de la commune de Langres), sur une superficie couverte d'environ 24 000 m<sup>2</sup>.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Sécheresse

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Eau	Arrêté Préfectoral du 19/07/2023, article 4	/	Sans objet
2	Limitation des prélèvements	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1-I et 3	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard des divers constats et éléments présentés par l'exploitant, il n'est pas proposé de suite administrative.

L'inspection des installations classées constate que l'exploitant répond aux critères d'exemption de l'arrêté ministériel sécheresse du 30 juin 2023.

Par conséquent, il est proposé à Madame la Préfète de la Haute Marne de notifier ce point à l'exploitant par lettre préfectorale.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/07/2023, article 4
<b>Thème(s) :</b> Autre, Mesures de limitation relatives aux usages de l'eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Mesures de restriction. Ces éléments sont extraits de l'article 5 de l'arrêté préfectoral 52-2022-05-00023 du 04 mai 2022. <ul style="list-style-type: none"><li>- renforcement de la sensibilisation du personnel sur les économies d'eau et sur les risques liés à la manipulation de produits toxiques susceptibles d'entraîner une pollution des eaux ;</li><li>- interdiction de laver les véhicules de l'établissement et les abords des installations de production à l'eau claire ;</li><li>- interdiction d'arrosage des espaces verts ;</li><li>- limitation des opérations de maintenance régulières utilisatrices de la ressource en eau ;</li><li>- interdiction de pratiquer des exercices incendie utilisateur d'un gros volume d'eau, sauf si cette obligation s'oppose à d'autres réglementations associées à la sécurité.</li><li>- surveillance accrue des rejets, le cas échéant</li></ul>
<b>Constats :</b> L'exploitant respecte bien les consignes de l'arrêté préfectoral. Une information à destination du personnel a été délivrée le lendemain de la parution de l'arrêté, et affiché dans les différents locaux de l'entreprise. Les véhicules ne sont pas lavés. Les opérations de maintenances sont suspendues. Les congés tombent les semaines suivants la visite. Un relevé des compteurs journalier a été mis en place pour pouvoir suivre la consommation et améliorer la réactivité en cas de fuite. Dans le même temps, a été créé une famille d'alertes spécifiques « Fuite d'Eau » au sein du système de remontée des dysfonctionnements dématérialisé et en temps réel.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Limitation des prélèvements

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1-I et 3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Sécheresse
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 1-I : Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 m<sup>3</sup> et qui sont soumises soit à autorisation soit à enregistrement.</p> <p>Article 3 : Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 :  [...]  2° les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018 ;  [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant prélève plus de 10 000 m<sup>3</sup> d'eau dans le milieu naturel et est soumis au régime de l'autorisation. Il est donc visé par l'arrêté ministériel du 30/06/2023.</p> <p>Toutefois, ce dernier a justifié d'une réduction de ses prélèvements supérieure à 20 % depuis 2018.</p> <p>2018 : 20 115 m<sup>3</sup>  2019 : 17 077 m<sup>3</sup>  2020 : 13 337 m<sup>3</sup>  2021 : 13 260 m<sup>3</sup>  2022 : 18 259 m<sup>3</sup> ( fuite sur TAR au mois d'Aout )  2023 à fin juin : 7902 m<sup>3</sup></p> <p>L'exploitant est donc exempté des mesures de réduction d'eau en période de sécheresse prévues à l'article 2 de l'arrêté ministériel susvisé. Cette réduction est relative d'un suivi important, et de la mise en place de procédures de surveillance, notamment vis à vis du circuit d'eau interne.</p> <p>Il est proposé à madame la préfète de la Haute-Marne de faire parvenir à l'exploitant une lettre de suite préfectorale afin de notifier cette exemption à ce dernier.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet